



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



VEILLE CLIMAT, ENERGIE, ENVIRONNEMENT, INDUSTRIE, TRANSPORT

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N° 17 – 06 mai 2022

Sommaire

Fait marquant

- Le segment central de la ligne londonienne de métro et trains régionaux *Crossrail* (*Elizabeth line*) devrait entrer en fonctionnement le 24 mai

Climat & Energie

- Des divisions apparaissent au sein du gouvernement concernant la mise en place d'une « taxe exceptionnelle » sur les bénéfices des compagnies pétrolières et gazières
- Certains fournisseurs d'énergie sont sommés de justifier les hausses des factures par prélèvement automatique
- 130 000 tonnes de charbon russe ont été importées au R-U depuis l'invasion de l'Ukraine
- Le régulateur du marché de l'énergie, *Ofgem*, a dépensé 14 M£ cette année en frais de conseil

Environnement

- Une ONG, en collaboration avec *l'Imperial College London*, a conçu une carte dynamique permettant de déterminer le niveau de pollution à proximité de chaque habitation au R-U
- Le changement climatique pourrait provoquer de graves incendies de forêt au Royaume-Uni avertit le *National Fire Chiefs Council*

Industrie

- Make UK* publie une étude sur la décarbonation du secteur manufacturier britannique, six mois après la COP26
- La croissance de l'industrie manufacturière britannique se poursuit au mois d'avril, malgré les pressions inflationnistes

Transport

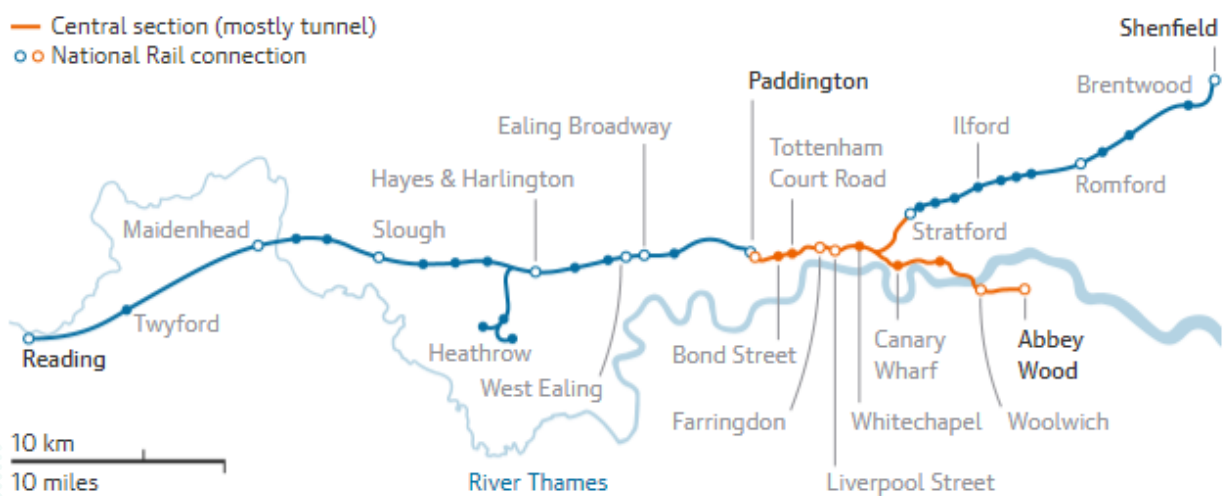
- Les ports britanniques demandent au gouvernement des mesures de compensation après un nouveau report des contrôles sanitaires et phyto-sanitaires

- Le syndicat *Trade Union Congress (TUC)* alerte sur les risques pour la sécurité des passagers induits par les mesures d'économie demandées à *Network Rail*

Fait marquant

Le segment central de la ligne londonienne de métro et trains régionaux *Crossrail (Elizabeth line)* devrait entrer en fonctionnement le 24 mai

Cette nouvelle ligne, dont le segment [central](#) traversera la capitale d'est en ouest, est entièrement gérée par *Transport for London (TfL)* depuis l'automne 2020. Les [trains](#) circuleront entre Reading et Heathrow à l'ouest et Shenfield et Abbey Wood à l'est (cf. carte). *TfL* opère déjà des trains sur les portions de la ligne situées hors de Londres et la mise en fonctionnement de *Crossrail* permettra aux passagers de faire le trajet est/ouest sans effectuer de correspondance dans l'une des gares londoniennes. Sous réserve de l'obtention des dernières validations de sécurité, les métros circulant dans la capitale devraient accueillir leurs premiers passagers le 24 mai. Les trois segments de la ligne opéreront comme des services distincts jusqu'à l'automne, et seulement du lundi au samedi pour la partie allant de Paddington à Shenfield. La ligne devrait fonctionner à pleine capacité en 2023. *Crossrail* permettra d'augmenter de 10 % les capacités ferroviaires de la capitale et de réduire fortement les temps de trajets, certains étant réduits de moitié. Le projet *Crossrail*, commandité en 2007 par le ministère des Transports (*DfT*) et *TfL*, devait coûter 14,8 Md£. Les travaux de construction ont débuté en 2009 à Londres, la ligne devant être inaugurée en 2018. Les travaux ont cependant rapidement dépassé le budget et les délais initiaux et le gouvernement a dû allouer 4 Md£ supplémentaires pour assurer la finalisation de ce projet.



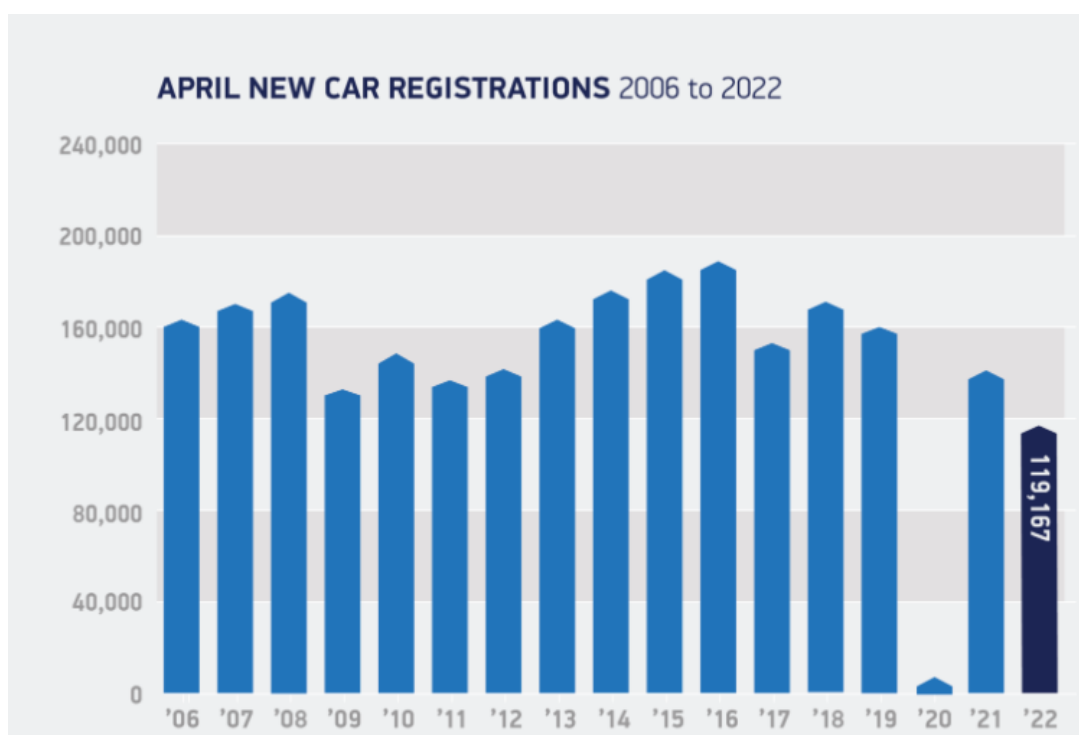
Guardian graphic. Source: Crossrail

Le chiffre de la semaine

60 %

Près de 60 % des Britanniques ont réduit leur consommation d'énergie depuis le début de la guerre en Ukraine, selon une étude du cabinet spécialisé dans les solutions énergétiques [Tado](#).

Le graphique de la semaine



Les [immatriculations](#) de voitures neuves au R-U au mois d'avril ont chuté de 15,8 % par rapport à avril 2021, d'après des données publiées par la *Society of Motor Manufacturers and Traders (SMMT)*. La hausse du coût de la vie, qui affecte la demande des ménages, la pénurie mondiale de semi-conducteurs et les incertitudes liées au conflit ukrainien expliquent en grande partie ces résultats, selon la *SMMT*. Les ventes de véhicules entièrement électriques continuent d'enregistrer une forte croissance : + 40,9 % par rapport à avril 2021. Les véhicules électriques et hybrides électriques représentent désormais 10,8 % des parts de marché, contre 6,5 % en avril 2021.

Climat & Energie

Flash – [BP](#) encaisse une perte exceptionnelle (20,4 Md\$) au premier trimestre 2022 du fait de sa sortie du groupe russe *Rosneft*. Hors comptabilisation de cette perte, le bénéfice courant (« underlying ») atteint un niveau historique (6,2 Md\$).

Flash – [Boris Johnson](#) a promis, quelques jours avant les élections locales du 5 mai, d'accélérer les efforts en matière de lutte contre la hausse du coût de la vie via un développement des énergies décarbonées, dont l'énergie nucléaire.

Flash – Selon une étude d'[EDF](#) et de la plateforme de données immobilières *Sprift*, seule la moitié des 21 millions de logements britanniques répondraient aux normes d'isolation établies dans les années 1970.

Flash – Selon le [Financial Times](#), la banque *HSBC* pourrait être rappelée à l'ordre par l'organisme britannique de surveillance de la publicité (*Advertising Standards Authority*) à la suite de publicités faisant la promotion sélective de ses initiatives écologiques, tout en omettant de mentionner le fait qu'elle continuait à financer des sociétés contribuant de manière significative aux émissions de CO2 et d'autres gaz à effet de serre.

Des divisions apparaissent au sein du gouvernement concernant la mise en place d'une « taxe exceptionnelle » sur les bénéfices des compagnies pétrolières et gazières

Alors que le Chancelier de l'Echiquier Rishi Sunak a laissé entendre la semaine dernière qu'il était ouvert à la mise en place d'une taxe exceptionnelle (« *windfall tax* ») sur les profits des compagnies pétrolières n'investissant pas suffisamment dans le système énergétique britannique, son collègue en charge de l'Economie et de l'Energie [Kwasi Kwarteng](#) a indiqué qu'une telle taxe serait « arbitraire » et « contreproductive » et qu'elle ne permettrait pas d'encourager les entreprises à continuer à investir en mer du Nord. Ces déclarations s'inscrivent dans un contexte de bénéfices records enregistrés par *BP* et *Shell*, les plus élevés en dix ans. Le Premier ministre Boris Johnson s'est également positionné contre cette taxe, déclarant devant le Parlement qu'elle « *entraverait les investissements et maintiendrait les prix du pétrole plus élevés à long terme* ». L'opposition continue de maintenir une forte pression sur le gouvernement en arguant que les produits de cette taxe permettrait d'aider les ménages les plus précaires pour faire face à la hausse continue du coût de la vie. Keir Starmer, le leader du parti travailliste, a affirmé que cela pourrait aider à réduire les factures des ménages d'un montant allant jusqu'à 600 £ par an grâce à une augmentation de 10 % de l'impôt sur les sociétés pour les producteurs de pétrole et de gaz de la mer du nord, qui rapporterait environ 1,2 Md£ à l'État.

Certains fournisseurs d'énergie sont sommés de justifier les hausses des factures par prélèvement automatique

Alors que certains fournisseurs d'énergie ont augmenté le montant des paiements par prélèvement automatique, ces derniers devront expliquer les raisons ayant motivé ces hausses dans les trois semaines sous peine de sanctions. Le ministre de l'Economie et de l'Energie (BEIS), [Kwasi Kwarteng](#), a indiqué avoir reçu de l'*Ofgem* des informations selon lesquelles certains clients auraient vu leurs prélèvements automatiques mensuels doubler, voire tripler. Le directeur général d'*Ofgem*, Jonathan Brearley, a ainsi relevé la multiplication de signaux inquiétants tels que « *des systèmes de service clientèle qui se dégradent* », « *des paiements par prélèvements automatiques plus importants que nécessaire* » et « *des changements de contrats soudains vers des tarifs qui peuvent ne pas être dans leur meilleur intérêt des clients* ». Kwasi Kwarteng a demandé à l'*Ofgem* d'envoyer aux entreprises concernées des avis de mise en conformité

auxquels les entreprises devront répondre dans les trois semaines. Il a ajouté qu'il n'hésiterait pas à infliger des amendes substantielles si des manquements graves aux obligations contractuelles de ces entreprises étaient constatés.

130 000 tonnes de charbon russe ont été importées au R-U depuis l'invasion de l'Ukraine

Deux cargaisons de charbon russe totalisant plus de 130 000 tonnes ont été envoyées d'un terminal près de Saint-Petersbourg au port d'Immingham dans le Lincolnshire par le géant allemand de l'énergie *Uniper*, selon le journal [i news](#). L'enquête a établi qu'un cargo affrété par *Uniper*, l'un des plus gros acheteurs européens de gaz et charbon russe, a livré début avril plus de 65 000 tonnes de charbon à Immingham, et qu'un deuxième envoi identique y serait arrivé la semaine dernière. *Uniper* a annoncé le mois dernier qu'il continuerait à utiliser du charbon russe pour alimenter ses centrales électriques jusqu'à la fin de cette année. L'entreprise a refusé d'indiquer si les importations de charbon russe à Immingham étaient utilisées pour produire de l'électricité à la centrale de *Ratcliffe-on-Soar*, d'une puissance de 2 000 MW, qui a la capacité de fournir de l'électricité à environ 1,5 million de foyers britanniques et est l'une des dernières centrales à charbon en activité au Royaume-Uni. Pour rappel, le gouvernement britannique a annoncé qu'il continuerait à autoriser les importations de charbon russe jusqu'à la fin de 2022 – près de cinq mois de plus que l'Union européenne, qui a opté pour une interdiction prenant effet dès le 10 août.

Le régulateur du marché de l'énergie, *Ofgem*, a dépensé 14 M£ cette année en frais de conseil

Le [Financial Times](#) rapporte qu'*Ofgem*, le régulateur du marché de l'énergie britannique, a dépensé 14 M£ en frais de consultants entre mars 2021 et mars 2022, un chiffre en augmentation d'environ 10 % par rapport à 2020/2021. Le journal rapporte que ces dépenses croissantes résulteraient principalement d'une restructuration opérée par le directeur de l'*Ofgem*, Jonathan Brearley, qui aurait entraîné des départs de personnels qualifiés. De plus, le régulateur est confronté à une série de décisions cruciales, notamment le relèvement des plafonds des prix de l'énergie ou la mise en place de contrôles plus stricts de la résilience financière des fournisseurs de gaz et d'électricité. Par exemple, 5,3 M£ ont été alloués ce mois-ci pour le « projet Nightingale » d'une durée de trois mois, regroupant 8 cabinets de conseil, qui examine s'il convient de modifier le calcul du plafond de prix (*price cap*) ainsi que les options pour minimiser l'impact de la hausse des prix sur les ménages et entreprises. Pour rappel, le régulateur subit une pression croissante concernant son rôle dans la gestion de la crise énergétique après la faillite de 29 fournisseurs d'énergie l'année dernière en raison de capacités financières jugées trop faibles et d'une hausse des prix de gros du gaz et du pétrole. Selon *Citizen Advice*, un important groupe de défense des intérêts des consommateurs, la faillite de ces entreprises aurait coûté 2,6 Md£, soit 94 £ par client.



Environnement

Flash – Le [comité](#) de l'Environnement, de l'Alimentation et des Affaires rurales de la Chambre des communes a lancé une étude pour identifier comment le Royaume-Uni peut améliorer sa contribution à la protection des mammifères marins.

Flash – Des [eaux usées non traitées](#) ont été déversées dans les eaux de baignade côtières de l'Angleterre pendant plus de 160 000 heures l'année dernière, selon les chiffres de l'*Environmental Agency*. Le parti Libéral démocrate a dénoncé un scandale environnemental.

Une ONG, en collaboration avec l'*Imperial College London*, a conçu une carte dynamique permettant de déterminer le niveau de pollution à proximité de chaque habitation au R-U

Pratiquement toutes les habitations du Royaume-Uni sont soumises à une pollution de l'air supérieure aux directives de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), selon une carte produite par l'ONG *Central Office of Public Interest (Copi)* en collaboration avec l'*Imperial College London*. En effet, plus de 97 % des adresses au Royaume-Uni dépassent les limites de l'OMS pour au moins un des trois principaux polluants (particules fines, oxydes d'azote, ozone) tandis que 70 % d'entre elles dépassent ces trois seuils. Le site internet du *Copi* classe chaque adresse par rapport aux niveaux moyens de pollution nationaux. Par exemple, *Buckingham Palace* à Londres se situe dans le 98^{ème} centile, avec un air très pollué, tandis que le château de Balmoral en Écosse se situe dans le 1^{er} centile, avec l'air le plus pur. Dans une tribune publiée dans le [Guardian](#), l'organisation demande l'instauration d'une obligation légale qui permettrait de divulguer les données sur la pollution de l'air aux acheteurs et locataires de logements, comme c'est déjà le cas avec l'amiante. Le directeur du *Copi*, Humphrey Milles, a déclaré qu'il serait « *honteux pour le secteur immobilier de ne pas agir de manière transparente* » et critiqué l'inaction du gouvernement. L'OMS a fortement réduit ses limites indicatives pour la pollution de l'air en septembre 2021, afin de refléter les preuves scientifiques grandissantes attestant des dommages à la santé causés par la pollution atmosphérique. Une étude de 2019 a conclu qu'elle pouvait endommager tous les organes du corps, causant au moins 7 millions de décès prématurés par an dans le monde et environ 40 000 au Royaume-Uni. Alors que la limite légale au Royaume-Uni pour le dioxyde d'azote est quatre fois supérieure à la nouvelle limite de l'OMS, elle ne serait pas respectée dans la plupart des zones urbaines britanniques.

Le changement climatique pourrait provoquer de graves incendies de forêt au Royaume-Uni avertit le *National Fire Chiefs Council*

Selon [Paul Hedley](#), responsable des feux de forêt pour le *National Fire Chiefs Council*, le Royaume-Uni pourrait faire face à des incendies de forêts semblables à ceux ayant lieu dans le sud de l'Espagne d'ici dix ans. Il indique que l'année 2022 sera sans doute la plus difficile pour les pompiers depuis plusieurs années, dans un contexte où le risque d'incendie progresse régulièrement dans le pays à la fois en termes de fréquence et de gravité. Cette année, 221 incendies de forêt ont déjà été enregistrés en Angleterre et au Pays de Galles, alors que la traditionnelle saison des feux de forêt n'a pas encore débuté. Sur l'ensemble de l'année 2021, 237 incendies ont été recensés. À mesure que les températures mondiales augmentent, le Royaume-Uni devrait connaître des étés plus longs, plus chauds et plus secs, des conditions propices à des incendies de forêt plus violents. Des recherches menées par des climatologues de l'Université de Reading ont révélé que le type de conditions chaudes et sèches qui permettent le déclenchement de grands incendies de forêt deviendra beaucoup plus courant au Royaume-Uni.

d'ici la fin du siècle. Dans les régions les plus sèches, comme le sud-est de l'Angleterre, cela pourrait mettre les habitats en danger jusqu'à quatre mois par an en moyenne.

Industrie

Flash – Un sondage de la *Confederation of British Industry (CBI)* révèle une forte dégradation de la confiance des PME dans le secteur manufacturier en raison de l'inflation, de pénuries de matériaux et d'un volume de commandes qui devrait diminuer dans les mois à venir.

Make UK publie une étude sur la décarbonation du secteur manufacturier britannique, six mois après la COP26

Cette [étude](#) souligne un fort intérêt de l'industrie manufacturière britannique pour les enjeux de décarbonation : 49 % des entreprises interrogées disposent déjà d'une stratégie « *net zero* », 40 % prévoient d'en élaborer une dans les mois à venir tandis que seules 11 % d'entre elles ne disposent pas d'une stratégie de ce type et ne prévoient pas d'en adopter une dans les mois à venir. Pour 77 % des producteurs interrogés, ces stratégies ont comme principal objectif d'améliorer l'efficacité énergétique des processus de production, dans un contexte de hausse généralisée des prix de l'énergie. Le choix du « *net zero* » résulte également d'une demande croissante de la part des consommateurs et des fournisseurs. *Make UK* note que les difficultés de recrutement et d'accès aux financements constituent les principaux freins à la décarbonation du secteur manufacturier.

La croissance de l'industrie manufacturière britannique se poursuit au mois d'avril malgré les pressions inflationnistes

Le *UK Manufacturing PMI (Purchasing Managers' Index)* est passé de 55,2 en mars à 55,8 en [avril](#), un chiffre supérieur à 50 indiquant une amélioration par rapport au mois précédent. Cette hausse de la production s'expliquerait par de nouveaux contrats, la réduction des retards de livraison par rapport au début de l'année et les efforts pour traiter les commandes en retard. Près de 55 % des entreprises s'attendent à une hausse de leur production en 2022. Plusieurs facteurs pourraient toutefois freiner leur activité : baisse de la demande à l'export, pressions inflationnistes (85 % des entreprises ont subi une hausse du coût des intrants), l'obligation pour 61 % des entreprises interrogées de reporter ces hausses de coûts sur leurs consommateurs et difficultés d'approvisionnements liées au conflit en Ukraine et aux confinements en Chine.

Transport

Les ports britanniques demandent au gouvernement des mesures de compensation après un nouveau report des contrôles sanitaires et phyto-sanitaires

Jacob Rees-Mogg, le ministre en charge des « *Brexit opportunities* », a annoncé la semaine dernière que ces contrôles sur les importations européennes, qui devaient débuter au 1^{er} juillet, seraient reportées à fin [2023](#). Il s'agit du quatrième report depuis le Brexit. Plusieurs ports britanniques avaient cependant construits des [infrastructures](#) en prévision de ces contrôles, dont le coût total est estimé à 300 M£ par *UK Major Ports Group* (UKMPG) : 100 M£ à la charge des opérateurs et 200 M£ financés par le *Port Infrastructure Fund*. La *British Ports Association* ([BPA](#)) et UKMPG craignent que les contrôles sanitaires et phyto-sanitaires soient suspendus définitivement, le gouvernement ayant promis d'instaurer une frontière « numérique » d'ici 2025. Le gouvernement a indiqué qu'il discuterait directement avec les ports concernés dans les jours à venir afin de trouver des solutions au problème du coût de ces installations et de leur non-utilisation.

Le syndicat *Trade Union Congress (TUC)* alerte sur les risques pour la sécurité des passagers induits par les mesures d'économie demandées à *Network Rail*

[Network Rail](#), organisme public qui gère l'infrastructure ferroviaire au R-U, s'est engagé à réaliser 4 Md£ d'économies entre 2019 et 2024. *Network Rail* prévoit notamment de supprimer plus de 2 500 emplois de maintenance en 2022 afin d'économiser 100 M£. Les [syndicats](#) de transport estiment que ces mesures créent un risque pour la sécurité des passagers, soulignant que de nombreux ouvrages ferroviaires datent du XIX^e siècle et requièrent donc des travaux d'entretien réguliers. Ils rappellent également que deux accidents ferroviaires majeurs ont eu lieu ces deux dernières années, à Stonehaven en 2020 et à Salisbury en 2021. Afin de réduire les coûts d'entretien du réseau sans compromettre la sécurité des passagers, le *TUC* suggère que *Network Rail* prenne en charge les travaux pour l'instant sous-traités à des entreprises extérieures. Cette mesure permettrait d'économiser environ 115 M£ par an, selon des calculs de la *RMT Union* (*Rail, Maritime and Transport Workers*).

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international